

# Togo: Fabre, Agboyibo et Adjamagbo se sont retirés des discussions avec le pouvoir



Le gouvernement togolais a initié mardi des échanges avec les partis politiques dans le cadre de l'organisation de la prochaine élection présidentielle. L'idée était de parvenir à la mise en place d'un comité de suivi. Mais à peine la rencontre ouverte, l'Alliance nationale pour le changement (ANC), le Comité d'action pour le renouveau (CAR) et la C14 se sont retirés. Ces formations et regroupement politiques accusent le gouvernement

C'est une rencontre organisée par le ministre de l'administration territoriale, Payadowa BoukpeSSI, assisté à l'occasion par ses collègues en charge des relations avec les institutions de la République, Christian Trimua et de la justice, Pius Agbetomey.

Plusieurs partis politiques ont répondu présents. On peut citer UNIR, ANC, CAR, C14, UFC, MPDD, NET, PDP, MRC, notamment. Le Parti national panafricain (PNP) de Tikpi Atchadam était le grand absent à cette rencontre.

{loadmoduleid 210}

La démarche du gouvernement visait à faire l'état des lieux de l'organisation de l'élection présidentielle de 2020 et informer les partis politiques des dispositions que prennent

les institutions impliquées que sont la CENI, la HAAC et la force sécurité élection.

### **Une rencontre faire-valoir, selon le CAR**

Peu après l'intervention du ministre Payadowa BoukpeSSI, c'est le président du CAR qui a fait des observations avant de se retirer avec la délégation qui l'accompagnait.

« Le Président national du CAR, intervenant au nom de sa délégation, s'est étonné que dans l'ordre du jour d'une réunion d'un tel niveau de composition, il ne soit inscrit l'examen d'aucune des revendications que les partis d'opposition et les organisations de la société civile ont formulées au sujet des conditions de transparence et d'équité du scrutin en question, notamment à propos de la composition de la CENI et de ses démembrements, de la HAAC et de la Cour constitutionnelle », a indiqué par la suite Me Yawovi Agboyibo dans un communiqué.

Pour Me Agboyibo, le gouvernement a initié ladite rencontre juste pour faire croire « aux organismes inquiets du processus électoral en cours, que des discussions sont engagées entre le pouvoir et l'opposition pour surmonter les dissensions ».

### **La C14 veut discuter des problèmes de fond**

Cette position a été partagée par la Coalition C14 qui s'est également retirée à la suite du CAR. Brigitte Adjamagbo-Johnson a laissé entendre à la sortie que le pouvoir ne veut donner aucune chance de discuter des questions de fond.

« Nous avons posé le problème après l'introduction du ministre. Nous avons fait des interventions pour faire comprendre que nous devons discuter des problèmes de fond pour qu'ensemble, on fasse le suivi. Quand il y a des choses qui ne vont pas dans le bon sens, il faut le dire. Nous ne voulons rien bloquer. Nous sommes animés d'un désir de contribuer positivement à des élections qui obtiennent l'assentiment de

tous », a déclaré Mme Adjamagbo-Johnson ajoutant par ailleurs que le ministre ne voulait pas leur donner la chance de poser les problèmes de fond.

La Coordinatrice de la C14 affirme que son regroupement est toujours dans l'attente d'une nouvelle rencontre dont l'objet serait de discuter sur ce qui doit être fait pour de bonnes élections.

**L'ANC « voit très bien où le pouvoir veut aller »**

Jean-Pierre Fabre pour sa part s'étonnait de la volonté du gouvernement de mettre en place un comité de suivi, alors qu'il n'y a aucun accord entre les acteurs politiques quant à l'organisation de la présidentielle de 2020.

« Mais nous sommes venus quand-même. Ce qu'on aurait souhaité entendre, c'est la prise en compte des préoccupations des partis politiques... Contrairement, on veut nous faire écouter les exposés de la CENI, de la HAAC et des forces de sécurité. Cela n'ira pas dans le cadre de l'amélioration du cadre électoral. On voit très bien où ils veulent aller », a déploré M. Fabre.

Le candidat à l'élection présidentielle dénonce la volonté du gouvernement d'organiser des élections pour se conformer aux lois en refusant de garantir l'égalité de chance pour tous les candidats en course. Le président de l'ANC demande un recensement électoral, la recomposition de la CENI, de la Cour constitutionnelle, notamment.

{loadmoduleid 212}